***Envoi en recommandé avec***

**ModÈle   
À adapter**

***Demande d’accusé de réception***

Monsieur / Madame

Adresse

CP VILLE

**Ville, le JJ MM 2022**

**Affaire suivie par**

**Fonction**

**N/réf. :** Initiales n°

**Objet : Discipline – Licenciement**

Madame *ou Monsieur*,

J’ai engagé une procédure de licenciement pour motif disciplinaire à votre encontre, fondée sur les dispositions des articles L 272-2, L530-1, L532-1, L532-2, L532-11 et L532-12 code général de la fonction publique et sur les dispositions des articles 36 à 37 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, ainsi que sur celles des articles 20 et 23 à 26 du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié et des articles 3, 4, 6 à 14, 16 , 17, 30 et 30-1 du décret n° 89-677 du 18 septembre 1989 modifié. Vous avez été informé(e) de vos droits à la communication de l'intégralité de votre dossier individuel, comportant toutes les pièces relatives à la présente procédure ainsi que de votre droit à l’assistance de défenseurs de votre choix par lettre recommandée en date du ../../..

Vous avez consulté votre dossier individuel le ../../.. (le cas échéant).

Le conseil de discipline s’est réuni le …………………

Le conseil de discipline a rendu un avis motivé et a proposé la sanction suivante :……………………………

Vous avez été reçu(e) en entretien préalable au licenciement le ……..….

Il appartient à l'autorité territoriale, après avis motivé du conseil de discipline, de prononcer la sanction à infliger.

Suite à l’entretien qui s’est déroulé le ………….., et à la séance du conseil de discipline du …….. et conformément à l’article 36-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, je vous confirme par la présente votre licenciement pour motif disciplinaire sans préavis ni indemnité.

En effet, ………………………………….. (développer les raisons justifiant le licenciement et annexer le PV du conseil de discipline le cas échéant).

Ces faits sont constitutifs de manquements graves à vos obligations professionnelles et déontologiques, notamment prévues aux articles L121-1 à L121-10 du code général de la fonction publique, en particulier aux obligations suivantes …………………………………………………………….. (il est recommandé de préciser à quelle(s) obligation(s) correspond(ent) le ou les manquements : cet élément est précisé dans le PV du conseil de discipline).

La mesure de licenciement prendra effet à compter du …./…./….

Je vous prie de trouver ci-joint votre certificat de travail, l’attestation Pôle emploi ainsi que votre solde tout compte.

Je vous informe que cette décision peut faire l’objet d’un recours devant le tribunal administratif de Rennes - 3 Contour de La Motte – 35044 RENNES CEDEX, dans les 2 mois qui suivent la présente notification. Il peut également être saisi par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Je vous prie d'agréer, Madame *(ou Monsieur)*, l'expression de mes salutations distinguées.

*Le Maire ou Le Président*.